

Veille sur l'actualité : juin à septembre 2021

Dans le domaine de la défense, les événements de l'été qui ont eu le plus de retentissement en France sont certainement ceux qui concernent des interventions extérieures, avec le retrait d'Afghanistan et l'opération Barkhane, ainsi que les exportations d'armement, marquées par l'annulation du contrat de vente de sous-marins à l'Australie.

D'autres actualités jugées remarquables concernent la permanence de troubles meurtriers dans le monde, la cyber-sécurité, le développement d'armements et les craintes de prolifération.

Afghanistan et Barkhane

Informations remarquées: Alors qu'en avril les services de renseignement américains estimaient les forces afghanes capables de tenir plus d'un an face aux talibans, celles-ci se sont délitées avec l'arrêt de l'assistance militaire. En juillet la France (qui a retiré ses troupes d'Afghanistan en 2014) annonçait le rapatriement de 600 auxiliaires afghans depuis mai. Le dernier militaire américain quittait l'Afghanistan le 30 août, tandis qu'avec d'autres pays les Etats-Unis avaient organisé l'évacuation de près de 123 000 personnes, dont 6 000 Américains, depuis le 14 août. La question de l'accueil des rapatriés afghans est largement posée en Europe. Dans un tout autre cadre, le coup d'Etat fin mai au Mali a été suivi par l'annonce le 10 juin de la fin de l'opération « Barkhane » qui couvre cinq pays du Sahel, où les effectifs français devraient passer de 5 100 à 2 500 environ d'ici début 2023, avec l'espoir d'un renforcement de la présence européenne et de la mission « Minusma » des Nations unies. Cependant, la ministre française des Armées soulignait en septembre la volonté de ne pas quitter le Sahel, la lutte contre le terrorisme restant une priorité absolue.

Commentaires du Comité: Ces situations illustrent les difficultés et les risques des interventions armées extérieures, indépendamment de tout jugement d'opportunité : presque toujours des succès initiaux sont suivis d'une phase de stabilisation beaucoup plus longue et coûteuse, qui nécessite une approche globale, un soutien économique, un accompagnement dans la durée des autorités locales. D'autant plus que le désordre créé au départ attire des acteurs désireux de faire avancer leurs intérêts propres. Il importerait donc de commencer par élaborer une vision assez claire des objectifs, des conditions de sortie, des moyens à consentir. Mais souvent l'urgence ne le permet pas.

Exportations d'armement et Australie

Informations : Selon un rapport du ministère des Armées rendu public le 2 juin, la France s'est maintenue en 2020 au troisième rang mondial des exportations d'armement avec 4,9 milliards d'euros de commandes contractualisées (8,3 Md€ en 2019), loin derrière les Etats-Unis (de l'ordre de 140 Md€) et la Russie. L'Australie a annoncé le 15 septembre sa renonciation à acheter à la France douze sous-marins conventionnels, avec l'intention d'acquérir des sous-marins à propulsion nucléaire aux Etats-Unis. Plusieurs commentateurs ont interprété cette rupture de contrat comme une conséquence collatérale du nouveau partenariat stratégique (« Aukus ») entre les Etats-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni, lequel s'explique par la force des liens entre ces pays anglo-saxons ainsi que par l'attitude de la France qui, avec d'autres Etats européens, s'affirme plus ouverte que les Etats-Unis vis-à-vis de la Chine.

Commentaires du Comité: D'une part, il n'est pas nouveau de constater que les Etats-Unis se comportent comme un allié précieux de notre pays dans des situations extrêmes, mais n'hésitent pas dans des circonstances plus courantes à utiliser les moyens dont ils disposent au profit de leurs propres intérêts. D'autre part cet épisode illustre l'enjeu pour la France d'aligner sa volonté d'autonomie stratégique avec ses atouts et ses responsabilités (position aux Nations unies, domaine maritime, industrie d'armement), en maintenant un juste milieu entre une ambition historique et une prise en compte réaliste de son poids économique et démographique dans le monde.

Autres informations remarquées

Des « djihadistes » ont attaqué un village du Burkina Faso (un des pays concernés par « Barkhane »), tuant au moins 160 personnes, dans la nuit du 4 au 5 juin.

En juillet, la presse a révélé que des responsables politiques, notamment, figuraient sur une liste de 50 000 cibles potentielles sélectionnées pour le logiciel Pegasus, conçu par une société israélienne et vendu exclusivement aux Etats, capable d’être installé discrètement sur un téléphone, sans action de l’utilisateur, afin d’en récupérer le contenu.

En septembre, le ministère des Armées indiquait qu’il emploierait 5 000 personnes pour la cyber-sécurité en 2025.

Le budget de la défense américain pour 2022 prévoit de financer un nouveau développement des technologies spatiales : une fusée capable de livrer cent tonnes de matériel militaire n’importe où sur la terre, en moins d’une heure.

Il a été annoncé en septembre entre autres le tir réussi par la Corée du Nord d’un nouveau missile de croisière à longue portée, ainsi que celui d’un missile mer-sol balistique stratégique par la Corée du Sud. Il a par ailleurs été mentionné la progression, jugée lente par les partenaires occidentaux, des discussions à Vienne pour remettre le programme nucléaire iranien en conformité avec l’accord de 2015 (que les Etats-Unis avaient quitté en 2018), en échange d’une levée des sanctions américaines.

Jacques Bongrand, président du comité Défense d’IESF